Communiqué



Grand Est 03/04/26

Sujets abordés :

Service national de service et de support informatiques (SSNSI) – Budget FS – Accidents de travail
Signalements – Enquêteurs

Un dialogue social sous tension à la DR Grand Est

Les élus CFE-CGC Insee ont participé à la **formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail** (FS SSCT) qui a eu lieu à Reims vendredi 20 mars 2026.

La réunion qui s'est tenue en mode hybride (présentiel et zoom) était présidée par le Directeur régional François Brunet, assisté par les membres du comité de direction de la DR constituée de quatre établissements (Metz, Nancy, Reims, Strasbourg). Il s'agissait de la dernière réunion de dialogue social en format plénier de François Brunet qui quittera prochainement ses fonctions.

En ouverture de la séance, **plusieurs organisations syndicales ont interpellé l'administration sur différents points de tension et les répercussions sur les élus**, certains évoquant même des « comportements anti-syndicaux ». Les problèmes d'amiante à Strasbourg, le fonctionnement de la fonction « SAR », des difficultés relationnelles entre établissements et la dégradation des conditions de travail au Service national de service et de support informatiques (SSNSI) à Metz après celles, très vives au Service des études et de la diffusion (SED) à Strasbourg depuis 2024, ont été évoqués.

L'intensité des débats n'a pas permis la tenue complète de l'ordre du jour : le point sur les activités immobilières n'a malheureusement pas pu être abordé.

Concernant le SSNSI, où plusieurs situations individuelles difficiles ont été évoquées, en lien avec de nouveaux modes d'organisation et de management, notamment de management distanciel, la mise en place d'une enquête de la FS a été discutée. Elle a finalement été repoussée à la FS de juin. L'administration a indiqué avoir conscience que la réorganisation entamée est loin d'être terminée et a lancé une enquête auprès des agents pour évaluer les difficultés et les ajustements à réaliser. Nous restons mobilisés sur ce sujet.

Concernant le budget de la FS, les difficultés pour le mettre en œuvre en 2026 ont été discutées, en lien avec les incertitudes budgétaires et les circuits plus complexes qu'ailleurs dans une DR à quatre établissements. Il a été décidé d'investir de manière importante et prioritaire dans l'achat de fauteuils ergonomiques et d'autres matériels d'aménagement du poste de travail (75 % du budget). La FS a également décidé de soutenir des actions de formations : évacuation incendie et gestes et postures notamment.

Comme il est d'usage en FS SSCT, les **accidents du travail et signalements** ont été examinés. Il a notamment été proposé, afin que les élus puissent y avoir accès, que les agents concernés puissent être sollicités pour donner leur accord à ce que les organisations syndicales puissent être informées de leur situation.

Enfin, a été abordée la question de la **charge de travail des enquêteurs**, examinée par ailleurs en dialogue social de réseau (en particulier le 17 mars 2026), avec plusieurs engagements de la direction de l'Insee pour mieux répartir cette charge.■

Les élus CFE-CGC Insee présents lors de la FS :
Luc Briot – Salvatore Di Maria – Yoann Musiedlak
